

C'est dans la ville de Stockholm que ces négociations ont commencé, en janvier 1984. Aucun accord n'a encore été conclu. Pour remédier aux lacunes des mesures existantes propres à accroître la confiance et élargir la région où elles s'appliquent, il a été convenu d'adopter des mesures obligatoires qui vaudraient dans l'ensemble de l'Europe, c'est-à-dire jusqu'à la chaîne de l'Oural en Union soviétique. Ces mesures devront avoir une portée militaire et lier politiquement les signataires; en outre, on devra pouvoir en vérifier l'application. À la prochaine réunion d'examen de la CSCE qui doit s'ouvrir à Vienne à la fin de 1986, les participants examineront les progrès accomplis à Stockholm; or, le mandat de la CDE en autorise les membres à ajouter alors à leur programme d'autres thèmes importants concernant le désarmement.

À la CDE, les membres de l'OTAN se sont donné pour objectif de réduire les risques de surprise et d'accroître la prévisibilité des choses. À cette fin, ils veulent que toutes les parties fournissent davantage de renseignements sur leurs activités militaires en temps de paix et acceptent la présence d'observateurs et d'inspecteurs sur place.

Soucieux d'atteindre ces objectifs, les représentants de l'OTAN ont formulé des propositions sur les questions suivantes : a) échange de renseignements sur la structure des forces terrestres et aériennes stationnées dans la région; b) communication du calendrier des activités militaires prévues dans l'année, et nécessité d'annoncer la date exacte de ces dernières peu avant qu'elles aient lieu; c) renforcement des clauses concernant la présence d'observateurs sur le théâtre de ces activités; d) adoption de moyens (y compris des inspections sur place) permettant de vérifier l'application de ces mesures; e) amélioration des moyens de communication entre les États. Les pays neutres et non alignés ont présenté des propositions semblables, mais ils y ont ajouté des mesures destinées à restreindre certaines activités et à limiter, par exemple, l'ampleur des exercices autorisés.

De leur côté, les Soviétiques et leurs alliés ont opté pour la "formule des déclarations", dont l'élément

central est un projet de déclaration sur le non-recours à la force. Cette façon de faire correspond aux initiatives prises par les Soviétiques dans d'autres tribunes, notamment à l'Assemblée générale des Nations-Unies.

Pour ce qui est des chances de parvenir à un accord, les négociations en tant que telles viennent tout juste de commencer. Or, il arrive très souvent que les négociations sur la limitation des armements aboutissent grâce à des compromis essentiels rendus possibles non pas à cause de leur mérite même, mais plutôt en raison d'événements extérieurs qui font grandir chez les négociateurs la volonté politique de parvenir à des solutions acceptables pour tous. Dans le cas de la CDE, la réunion d'examen de la CSCE qui se tiendra en 1986 et pendant laquelle on évaluera notamment les progrès accomplis à Stockholm pourrait bien inciter les parties en présence à déployer les efforts nécessaires pour conclure un accord quelconque.

## OBSERVATIONS

Dans le contexte de la confrontation entre l'Est et l'Ouest, les entretiens MBFR ont pour but de réduire et de limiter les forces classiques, tandis que les négociations sur les armes nucléaires sont laissées à l'initiative des superpuissances. La CSCE s'intéresse à l'aspect politique du problème dans toutes ses dimensions. Le point de vue n'est pas le même aux entretiens MBFR, d'une part et d'autre part, à la CSCE et à la CDE. À Vienne, on prône dès le début une réduction et une limitation des troupes et des armements, ainsi que l'adoption de mesures complémentaires concernant principalement la vérification. À la CSCE et à la CDE, on cherche à définir des mesures distinctes qui favoriseront l'instauration d'un meilleur climat de confiance et de sécurité de façon à réduire les tensions et à créer un contexte politique plus propice à une démilitarisation.

Si, à la réunion d'examen de la CSCE qui doit se tenir à la fin de 1986 à Vienne, la CDE est chargée de se pencher sur la réduction des forces militaires, l'avenir des pourparlers MBFR pourrait être compromis, non seulement parce qu'ils feraient double emploi avec d'autres entretiens, mais aussi parce qu'ils se limitent à la partie centrale de l'Europe, tandis que les négociations de la CDE porteraient sur les forces stationnées partout dans le continent. Cependant, les pourparlers MBFR pourraient servir à gérer les crises en quelque sorte, auquel cas ils s'ajouteraient (ou se substitueraient) au dialogue sur la réduction des forces. Du fait qu'ils se déroulent dans un contexte bilatéral apolitique (du moins, aussi apolitique qu'une entreprise de ce genre

\*Une fois encore, cette désignation est incorrecte. Il a été très difficile de s'entendre sur le mandat de cette conférence, et c'est pourquoi celle-ci n'a pas eu de nom pendant un bon moment. Pour des raisons pratiques, on a opté pour le titre abrégé "Conférence sur le désarmement en Europe" (ou CDE), que l'on continue d'employer régulièrement. En fait, le titre officiel qui a été finalement retenu est "Conférence sur le désarmement et sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe".